

Objet :

**Protection sociale
complémentaire –**

**Participation prévoyance
obligatoire au 01/01/2025 pour
la commune**

**-
Participation santé obligatoire
au 01/01/2026**

EXTRAIT

Du registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 9 Septembre 2024.

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 2 Septembre 2024.

Présents : ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, CARPENTIER François, DEMILLY Nicole, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, PARIS Vanessa, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Corinne, WAGER Michel. (21 membres).

Ont donné procuration : DESSE Janique (à TOURNAY Sylvie), DESSE Perrine (à DENYS Agnès), PALMISTE Logan (à CARON Marianne), N'DIAYE Betty (à GEORGES Hugo), OUMHETA Bilel (à BAUDOUX Bernard) . (5 membres).

Excusés : DEHIER Philippe, DURSENT Sébastien, YEDDOU Leïla. (3 membre).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents dans les domaines de la santé et de la prévoyance.

En application de l'article L 827-1 et suivants du CGFP, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Jusqu'au 31 décembre 2024, la participation des collectivités territoriales et établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents est facultative.

Cette participation deviendra obligatoire

- pour le risque prévoyance à effet du 1er janvier 2025 selon un minimum, à ce jour, de 7 € brut mensuel,
- pour le risque santé à effet du 1er janvier 2026 selon un minimum, à ce jour, de 15 € brut mensuel.

Ces montants pourraient être revus selon la clause de réexamen prévue à l'article 8 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

La protection sociale complémentaire comprend deux risques :

- le risque santé lié à la maladie et à la maternité (mutuelle santé)
- le risque prévoyance lié à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès (principalement la garantie maintien de salaire/prévoyance).

Pour aider leurs agents à se couvrir par une protection sociale complémentaire, les collectivités territoriales ont le choix entre deux solutions :

- opter pour la procédure de labellisation : en aidant les agents ayant souscrit un contrat ou adhéré à un règlement qui a été au niveau national labellisé. La liste des contrats et règlements labellisés est accessible sur le site des collectivités locales : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/fonction-publique-territoriale/protection-sociale-complementaire>
- opter pour la convention de participation : après une mise en concurrence (faite par le CDG59) pour sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la réglementation. L'offre de l'opérateur sélectionné sera proposée à l'adhésion individuelle et facultative des agents de la collectivité. La convention est conclue pour une durée de 6 ans, avec un seul opérateur par type de risque.

En application des articles 23 et 24 du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, la participation de la collectivité territoriale est versée sous forme d'un montant unitaire par agent.

Le montant de participation peut être modulé dans un but d'intérêt social, en prenant en compte le revenu des agents (par exemple : en fonction de l'indice de rémunération ou selon la catégorie de l'agent) et, le cas échéant, leur situation familiale.

Le montant de l'aide versée par la collectivité ne pourra excéder le montant de la cotisation payée par l'agent à l'organisme de prévoyance ou de mutuelle.

A noter : La participation devenant obligatoire au 1er janvier 2025 pour le risque prévoyance et au 1er janvier 2026 pour le risque santé, l'assemblée délibérante n'aura plus à se prononcer en la matière après ces dates.

Les participations actuelles sont :

Pour la santé (sur présentation d'un justificatif d'attestation de labellisation)

COMPOSITION FAMILIALE	PARTICIPATION DE L'EMPLOYEUR
1 adulte seul	22.50 €
1 adulte seul + 1 enfant	26.50 €
1 adulte seul + 2 enfants et plus	28.50 €
Couple sans enfant	32.50 €
Couple avec 1 enfant	34.50 €
Couple avec 2 enfants et plus	36.50 €

Pour le maintien de salaire/prévoyance (sur présentation d'un justificatif de labellisation)

MONTANT MENSUEL DE LA COTISATION	Au 1/01/2025
Inférieur ou égal à 12 €	7 €
Compris entre 12.01 € et 16 €	7 €
Compris entre 16.01 € et 20 €	7 €
Compris entre 20.01 € et 24 €	7 €
Compris entre 24.01 € et 28 €	7 €
Compris entre 28.01 € et 32 €	8 €
Compris entre 32.01 € et 36 €	9 €
Compris entre 36.01 € et 40 €	10 €
Compris entre 40.01 € et 44 €	11 €
Compris entre 44.01 € et 48 €	12 €
Compris entre 48.01 € et 52 €	13 €
Compris entre 52.01 € et 56 €	14 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

· DECIDE:

- ✓ De continuer à participer au risque santé comme habituellement : en fonction de la composition familiale avec un montant minimum de 22.50 €
- ✓ De modifier la participation face au risque prévoyance à compter du 01/01/2025 selon le tableau présenté ci-dessus.

· DECIDE de retenir la procédure suivante:

- ✓ la procédure de labellisation pour le risque santé (comme habituellement)

Envoyé en préfecture le 17/09/2024

Reçu en préfecture le 17/09/2024

Publié le

ID : 059-215900333-20240909-539-DE



DIT que les crédits afférents à cet objet sont prévus au budget,

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, le 9 Septembre 2024.

Le Maire,

